



**Atelier de Relance du Projet Dimitra 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles**

**Discours de Mme Sissel Ekaas, Directrice
Division de la parité hommes-femmes et de la population
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)**

**« Genre et information pour le développement rural :
construire sur l'expérience de Dimitra »**

Monsieur le secrétaire d'Etat à la coopération au développement,
Mesdames et Messieurs les représentants des institutions gouvernementales de Belgique,
Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile et les organisations non
gouvernementales,

Chers amis partenaires de Dimitra,

C'est un réel plaisir d'être avec vous aujourd'hui, la journée officielle des Nations Unies et
journée mondiale de l'information, entourée de celles et ceux sans qui le projet Dimitra
n'aurait pu se faire. Je tiens à remercier le gouvernement de la Belgique, et en particulier la
Direction Générale de la Coopération Internationale du Service Public Fédéral des Affaires
étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, la Fondation Roi
Baudouin, nos partenaires sur le terrain, l'équipe de coordination à Bruxelles et nos collègues
de la FAO à Rome et à Accra.

L'information est un élément primordial dans la lutte contre la faim et la pauvreté.
L'information est pouvoir. Mais les femmes en sont trop souvent éloignées, particulièrement
en milieu rural. Les femmes rurales ont un accès limité aux nouvelles technologies de
l'information et de la communication. La FAO l'a dénoncé à l'occasion de la Conférence
internationale Know How 2002 sur l'information pour les femmes qui s'est tenue à Kampala en
juillet dernier.

L'accès limité à l'information des populations rurales, et particulièrement des femmes, peut
s'expliquer par l'insuffisance des infrastructures et des ressources financières, le taux
d'analphabétisme élevé parmi les femmes rurales, l'absence de formation à l'utilisation des
technologies et le faible pourcentage de femmes travaillant dans les médias.

Pourtant, les nouvelles technologies de l'information constituent une occasion unique pour les
femmes des pays en développement de prendre la parole, d'être plus visibles et moins
isolées. En outre, elles contribuent à élargir la participation politique, sociale et économique
car elles favorisent l'accès et le partage des connaissances, la création de réseaux et le
renforcement du pouvoir de décision.

Les nouvelles technologies de l'information ne sont pas un luxe, mais un instrument essentiel
au développement durable. Il est nécessaire de mettre en place des infrastructures de
télécommunication adaptées et durables et d'élaborer des messages répondant aux besoins
identifiés par les communautés rurales elles-mêmes, tout en respectant la diversité sociale et
culturelle de ces communautés.

Disposer de technologies de l'information appropriées, aussi bien modernes (ordinateur,
Internet, e-mail) que traditionnelles (radios rurales, presse écrite, posters, etc.) et concevoir



des messages créatifs sont des conditions essentielles au succès des stratégies de communication.

Nous sommes confrontés au problème d'un fossé numérique dans les campagnes, mais pour le combler, il ne suffit pas d'avoir des technologies et de fournir davantage d'ordinateurs, de radios ou de portables. Rendre l'information plus accessible requiert une détermination politique, une éducation et des fonds.

Le projet Dimitra s'emploie donc depuis plusieurs années à traiter ces problèmes. J'aimerais reprendre avec vous quelques événements qui ont marqué depuis le dernier atelier en octobre 2000 l'évolution du projet et son rôle au sein de la FAO. Ils prouvent à quel point Dimitra a fait du chemin.

Dimitra

La première phase de Dimitra nous a laissé de bons produits d'information et de communication : les répertoires Europe, Afrique et Proche-Orient, la base de données en ligne, les actes de l'auto-évaluation, les bulletins semestriels et de nombreux échanges, qui ont prouvé que Dimitra était unique et devait poursuivre ses activités. Le succès des répertoires peut se mesurer au nombre de demandes pour que de telles données sur les organisations, projets et publications concernant les femmes rurales couvrent également les autres parties du monde.

L'évaluation du projet a d'ailleurs confirmé les résultats obtenus lors de l'auto-évaluation d'octobre 2000 et a engagé Dimitra dans la voie du renforcement du réseau. C'est dans cet esprit que s'est construite la deuxième phase du projet. Commencée en janvier 2002, cette nouvelle phase de trois ans permet de rassembler autour du projet des anciens partenaires, mais également de nouveaux venus, qui au cours de ces derniers jours nous ont démontré à quel point leur spécificité était complémentaire. Je pense notamment à Women'sNet et SANGONeT, en Afrique du Sud, qui facilitent le travail des organisations de la société civile par l'information et visent ainsi à combler le fossé numérique. L'ONG Vie, Volontaires pour l'intégration éducative, au Niger, qui lutte contre la pauvreté par l'alphabétisation, l'ONE, Office National de l'Environnement, à Madagascar, qui apporte son expertise dans l'approche genre en environnement et dans la gestion des ressources naturelles. AMSED, l'association marocaine solidarité et développement, qui renforce les capacités de gestion des associations marocaines.

Nos anciens partenaires ont aussi été très efficaces. J'aimerais citer ici l'exemple de l'Enda-Pronat qui a servi de relais aux femmes rurales sénégalaises pour qu'elles puissent faire entendre leurs voix sur Internet lors de la conférence en ligne sur l'accès des femmes rurales aux nouvelles technologies de l'information.

C'est aussi l'Enda-Pronat qui en février prochain organisera au Sénégal une rencontre sur le thème « les femmes et l'accès à la terre ». Cette conférence permettra donc de poursuivre le débat lancé par la FAO déjà en 1999 lors de la consultation de haut niveau sur l'information et les femmes rurales, et lors du séminaire de mars dernier à l'occasion de la journée internationale de la femme. La fiche technique relative aux femmes et au droit foncier est d'ailleurs disponible dans cette salle et un article traitant ce sujet se trouve dans le dernier bulletin Dimitra.

Le CREDIF, en Tunisie, a permis l'intégration de Dimitra dans le Plan d'action national en faveur des femmes rurales, élaboré avec le soutien de la FAO.

Le réseau Dimitra collecte, diffuse et partage l'information. Il s'agrandit, se transforme, sert de catalyseur et de facilitateur pour que les femmes rurales soient véritablement reconnues



comme parties prenantes dans le développement rural et ce, de façon durable. Dimitra a fait avancer les choses d'une manière assez unique, pour citer Mme Randriamamonjy, représentante de la FAO à l'atelier en 2000. En effet, Dimitra reste unique, car à la FAO, c'est le seul réseau de cette envergure traitant du rôle des femmes dans la sécurité alimentaire et le développement rural. Unique aussi, parce qu'il a favorisé une interface entre trois partenaires : les ONG, les femmes rurales et les institutions gouvernementales. Unique enfin, car il a permis de propulser sur le devant de la scène des «acteurs obscurs» du développement. « Partenariat » et « participation » sont deux mots clés qui ont permis à Dimitra de mettre en lumière les organisations de base qui conçoivent et exécutent les projets. Ainsi, l'utilisation de cette méthode proactive a permis d'assurer une visibilité au niveau national, régional et international à toutes les organisations participantes, même les plus modestes.

La FAO reconnaît l'évolution positive du projet et en assure la promotion en de nombreuses occasions. Comme par exemple en octobre 2001, lors de la journée mondiale de l'alimentation et conjointement à la célébration de la journée mondiale de la femme rurale, la FAO a décerné à la Reine Fabiola la médaille CERES pour son travail en faveur des femmes rurales et son soutien au projet Dimitra.

Ou encore lors de la conférence de la FAO de novembre 2001, Conférence qui je le rappelle, a entériné le plan d'action Parité hommes-femmes et développement. Ce plan reprend les objectifs du millénaire des Nations Unies sur l'importance de l'égalité hommes-femmes et du renforcement des capacités des femmes et également la stratégie d'action sur le rôle de l'information. Or donc, pendant la Conférence, notre Division a organisé une séance d'information destinée aux représentants pour présenter le nouveau plan d'action parité hommes-femmes et mettre en valeur les projets promoteurs de l'égalité des chances, dont Dimitra.

Le Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, en juin de cette année, a été l'occasion de réitérer l'engagement de tous pour lutter contre la faim dans le monde. Il a permis de rappeler que les femmes rurales sont des actrices essentielles du champ alimentaire, de la production jusqu'à la table. Elles sont les partenaires indispensables dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Le message des femmes rurales « de Rome à Johannesburg », qui relie les deux sommets, celui de l'alimentation et celui du développement durable, a souligné l'importance de construire des partenariats et d'utiliser des réseaux. Une copie de ce message est aussi disponible sur notre site et dans cette salle.

Dimitra a été une fois de plus citée en exemple, ce mois-ci à Madrid lors du Troisième Congrès mondial sur les femmes rurales dans ma présentation à l'ouverture intitulée «les femmes rurales et la mondialisation - de Rome à Johannesburg et au-delà ». Le texte complet de cette présentation se trouve actuellement sur le site du Département Développement durable. La base des données Dimitra a été une mine d'information pour le pays hôte, l'Espagne, afin d'identifier des représentantes des associations rurales.

Si la FAO aime promouvoir Dimitra, sur le plan international, le projet facilite aussi la collaboration entre services de la FAO. Comme vous l'avez entendu hier lors de la présentation de mon collègue du groupe communication et la FAO travaille avec la radio rurale depuis plus de 30 ans. Pour des milliards d'habitants des zones rurales où les taux d'analphabétisme sont élevés et où manquent électricité, téléphone et accès à Internet, la radio demeure le moyen de communication le plus accessible, le plus économique et le plus répandu. Dimitra, projet d'information et de communication, veille à ce que tous les médias soient utilisés pour atteindre les femmes rurales et faire entendre leurs voix. La radio rurale est un médium tout à fait approprié, couplé à d'autres technologies qu'elles soient nouvelles



ou traditionnelles.

Hier, mais également en juillet, à Kampala, la collaboration entre services a permis de présenter le travail de la FAO sur le genre et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Collaboration encore et toujours, avec le centre mondial de l'information agricole (WAICENT), le mois dernier lors de la Consultation sur la gestion de l'information agricole (COAIM). Cette deuxième réunion bisannuelle a rassemblé des responsables de haut rang des pays membres de la FAO. Le but principal de la réunion de cette année était de faire en sorte que les pays s'emploient plus activement à combler le fossé numérique. Car il est également important d'encourager les organismes internationaux à collaborer davantage sur ce problème. Lors du COAIM, un séminaire a été organisé sur le genre et information où le projet Dimitra a une fois de plus été présenté comme un exemple concret de l'échange d'information et de la mise en réseau. Le message principal de Kampala y a été répercuté. L'information est un droit universel et un moyen essentiel de lutte contre la pauvreté. Les technologies sont au service des gens et non l'inverse. Il faut combiner les technologies nouvelles et traditionnelles. Le contenu doit être facilement accessible et en langues locales. Seuls, nous n'y arriverons pas; et c'est pourquoi nous comptons sur les partenariats et les réseaux pour renforcer les différents niveaux interdépendants le macro, le méso et le micro, en d'autres termes, les politiques, les preneurs de décision, les institutions et les populations rurales.

Dimitra est aussi une mine d'information pour les bureaux décentralisés de la FAO. Notamment dans le cadre du dialogue multi-parties où ONG et organisations de la société civile se rencontrent et discutent avec la FAO des problématiques régionales. Il est important que ces consultations soient représentatives tant des femmes que des hommes. Grâce à sa base de données et ses contacts, Dimitra peut aider à identifier des organisations plus représentatives des intérêts sexo-spécifiques des populations rurales.

Dans ses rapports au Comité des Nations Unies pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (et plus particulièrement l'article 14 concernant les femmes rurales), la FAO transmet le plus souvent possible, les informations disponibles dans la base de données de Dimitra. Ainsi Dimitra en tant qu'outil de recherche se fait connaître et peut être utilisé par tous.

En ce qui concerne les perspectives et les orientations du futur, à la FAO nous voyons encore beaucoup d'autres rôles que Dimitra pourrait jouer. Nous pensons notamment à Dimitra pour l'identification de bénéficiaires et de partenaires dans l'éducation à distance afin de répéter dans d'autres régions l'expérience que nous avons menée en Amérique latine sur l'analyse selon le genre.

Nous aimerions aussi travailler plus en profondeur avec le programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA) pour faire en sorte que l'optique genre soit mieux prise en compte et que les organisations répertoriées dans Dimitra travaillent avec la FAO et que celles qui travaillent déjà avec la FAO soient reprises dans la base de données de Dimitra.

Comme vous le savez, la FAO n'est pas une agence de financement, cependant il existe un fonds «Téléfood » qui apporte son soutien généralement aux petits projets mis en œuvre par les organisations de base, dont 40% des associations des femmes. Dimitra peut diffuser l'information relative à ce petit fonds ainsi que les lignes directrices à suivre pour présenter des requêtes.

Nous entrevoyons aussi la possibilité de renforcer les liens avec la société civile et avec les



autres organisations qui participent aux autres projets de la division de la parité hommes-femmes et de la population comme LinkS. Ce projet traite du savoir local et traditionnel sur l'agrobiodiversité dans une perspective de parité hommes-femmes en Afrique de l'Est et Australe.

Je voudrais ajouter finalement que Dimitra a certainement un rôle à jouer dans les préparatifs du Sommet Mondial sur la Société de l'Information qui aura lieu en deux parties en 2003 et 2005. La FAO et d'autres agences veillent à ce que les questions de parité hommes-femmes soient au centre du débat. Dimitra et ses partenaires travaillent dans le même sens et c'est en unissant ces forces que les changements peuvent prendre place.

Excellence, Mesdames, messieurs,

Dimitra offre une grande expérience sur laquelle il faut encore et toujours construire. Dimitra est certainement un outil essentiel pour permettre aux questions de genre, à l'information et à la communication de faire partie intégrante des politiques et stratégies de développement. J'aimerais toutefois terminer en vous rappelant que rendre l'information plus accessible n'est pas seulement une question de technologie, mais une question de politique.

A la FAO, nous utilisons la technologie, mais nous mettons l'accent principalement sur le contenu et comment le rendre utile aux agriculteurs et agricultrices, et autres acteurs en zone rurale, ainsi qu'aux décideurs de nos pays membres. Les échanges d'information sont essentiels pour tout le monde, et une information plus accessible signifie une participation plus vaste et de meilleures prises de décisions à tous les échelons.

J'ose compter sur votre soutien continu et sur les meilleurs échanges possibles pour atteindre nos objectifs communs.

Je vous remercie